

Burundi : Ni l'ONU, ni l'UA n'ont pu infléchir la position de Nkurunziza

RFI, 28-02-2016 Que penser des initiatives de la communauté internationale au Burundi ? L'Union africaine va envoyer 200 observateurs et experts militaires au Burundi. La décision a été annoncée après la visite de deux jours, à Bujumbura, de cinq chefs d'Etat et de gouvernement africains ces derniers jours. Ni le secrétaire général de l'ONU au début de la semaine, ni l'Union africaine n'ont donc infléchi la position du chef de l'Etat. Réactions et analyses.

Plus question d'une force militaire dont l'Union africaine avait parlé en décembre. Pas de changement non plus au niveau politique car le président Nkurunziza refuse toujours de dialoguer avec les opposants en exil qu'il accuse d'être impliqués dans des violences. Joint par RFI, l'universitaire André Guichaoua estime que la succession de visites diplomatiques, ces derniers jours, dans le pays, a quand même des effets positifs. Selon lui, la présence internationale retarde d'éventuelles violences et, chaque semaine qui passe, est une occasion de redonner la parole aux habitants du Burundi. « La parole leur reviendra nécessairement [aux Burundais], dans la mesure où la dégradation des conditions de vie, les prix, les approvisionnements, l'emploi, l'insécurité ou les difficultés en termes de santé... tous ces aspects sont perçus par la population comme les éléments d'une prise en otage par des enjeux politiques et ils n'en sont pas responsables », explique le chercheur. La capacité de résilience que l'on attribue aux populations burundaises aura nécessairement ses limites. Il y a des éléments de tension ou d'obligation de revenir à un contexte pacifique, sans prendre le risque de déclencher un schisme et une guerre civile générale ». Les propositions de l'UA sont insuffisantes pour le FORSC. Mais certains, dans la société civile, regrettent que le projet de l'Union africaine d'envoyer une force militaire au Burundi, ait été abandonné. Rappelons que l'UA va envoyer « 100 observateurs des droits de l'homme et 100 experts militaires pour surveiller la situation », selon Jacob Zuma au profit de l'envoi d'observateurs et d'experts. « Cela n'a aucun sens ! », se dit Vital Nshimirimana, président du Forum pour le renforcement de la société civile Burundi (FORSC). Nous sommes en présence d'une Union africaine qui se dit en l'espace de moins de deux mois. Une situation qui exigeait et qui exige la présence de 5 000 personnes ou de 5 000 troupes ne peut pas être compensée par 200 personnes comprenant 100 militaires et 100 civils. Tout cela ne viendrait que renforcer Nkurunziza au lieu de protéger la population civile en proie à une répression atroce. Cela nécessite une force vraiment solide [et que] la Communauté internationale engage sa responsabilité [pour] protéger la population burundaise ».